

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie sur les évolutions et les principes d'élaboration et de tarification des prestations annexes réalisées exclusivement par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

La CRE envisage de délibérer sur les principes d'élaboration et de tarification des prestations annexes réalisées exclusivement par les GRD de gaz naturel, ainsi que sur les évolutions en niveau et en structure destinées à s'appliquer à compter du 1^{er} septembre 2012.

Les évolutions envisagées pour les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ont pour objectifs de :

- Simplifier l'accès des fournisseurs et des clients finals aux prestations des GRD par une homogénéisation progressive des catalogues des prestations entre opérateurs, en terme de définition des prestations proposées et de niveaux de prix pour les prestations essentielles au bon fonctionnement du marché ;
- Faire évoluer les prix des prestations par l'application mécanique de formules d'indexation ;
- Prendre en compte les demandes spécifiques des GRD concernant l'évolution de leur catalogue.

La CRE souhaite consulter l'ensemble des acteurs du marché avant d'établir sa délibération sur les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel, prévue en juin 2012.

Gascogne Energies Services (GES) qui présente des spécificités particulières, souhaite participer à cette consultation.

En effet, GES dispose des spécificités suivantes :

- Un territoire étendu sur deux régions à cheval sur plusieurs départements,
- Un rayon d'action de près de 150 km
- Une cinquantaine de Délégations de Service Public, non connexes.
- Un territoire très rural avec un très faible taux de raccordements au km de réseau
- Une rentabilité des investissements de gaz très tendue.
- Une société de très petite taille.

QUESTION RELATIVE A L'ETAT DES LIEUX DES CATALOGUES DE PRESTATIONS

Question 1 :

Quel est votre retour d'expérience sur les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?

Notre ELD a participé à la mise en œuvre et à l'utilisation d'un catalogue des prestations depuis plusieurs années.

Pour répondre aux souhaits des fournisseurs d'avoir une certaine homogénéité pour les prestations courantes entre celles offertes par les différents opérateurs sur le territoire National, notre ELD s'est largement inspirée du contenu et de la structure des catalogues disponibles chez les différents GRD et notamment celui de GrDF.

Toutefois, la taille de notre entreprise ne nous permet pas de pouvoir disposer de l'effet d'échelle des plus grands opérateurs du marché qui peuvent s'approvisionner en matériel et outillage à des prix beaucoup plus attractifs et disposer de compétences internes leur permettant de réaliser certaines prestations que notre entreprise peut être amenée à sous-traiter à des coûts souvent plus élevés.

Par ailleurs, l'immense territoire concerné par la desserte de gaz confiée notre entreprise par les autorités concédantes, avec une densité clientèle parmi les plus faibles de France, génère des coûts de fonctionnement bien au-dessus de la moyenne nationale.

Aussi, s'il nous semble pertinent qu'une harmonisation puisse s'opérer sur l'essentiel du contenu des prestations des différents catalogues des opérateurs en France, il nous paraît également impensable d'imaginer une harmonisation des tarifs calculés sur l'entreprise la plus privilégiée en terme d'effet d'échelle et de mutualisation des coûts, tel GRDF, sans provoquer une impossibilité pour notre entreprise de pouvoir couvrir ses coûts de fonctionnement.

QUESTIONS RELATIVES AUX PRINCIPES D'ELABORATION ET DE TARIFICATION DES PRESTATIONS ANNEXES.

Question 2 :

Etes-vous favorable au maintien du principe de la réfaction des prix des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?

Notre ELD n'est pas favorable au principe de réfaction des prix des prestations dans le contexte actuel où nos coûts de fonctionnement ne sont déjà pas couverts en totalité par le tarif ATRD en raison d'un éclatement sans cesse grandissant de notre territoire d'intervention lié au rattachement de nombreuses DSP, sur les bases d'un tarif ARTD historique initialement conçu pour un territoire restreint. Cette particularité est probablement unique en France pour une entreprise de notre taille.

Aussi, pour limiter nos frais de structure, nous nous sommes dotés de moyens de proximité nous permettant d'assurer des interventions de dépannage sous une heure. Toutefois, pour ce qui concerne l'essentiel des prestations de relève de compteur, de remplacement d'élément de comptage, ou autres interventions clientèle, la faible concentration de notre clientèle desservie dans lesdites DSP, très éloignées de notre siège social, ne nous permet pas de remplir des journées de travail normales par lesdites prestations. Aussi, il n'est pas rare de devoir parcourir jusqu'à 300 km aller et retour pour devoir relever un simple compteur. Le coût moyen d'un relevé de compteur dans nos conditions représente plus de 120 €/compteur.

Si cette situation est particulièrement exacerbée dans notre cas, je précise que cette situation est également vraie pour la plupart des petites ELD gazières en France.

Ainsi, une réfaction des prix des catalogues nous paraissent possibles que si la densité de clientèle des distributeurs, ramenée à la surface d'intervention de ceux-ci et à la fréquence des interventions, permet d'optimiser les journées de travail des opérateurs techniques et rentabiliser au maximum l'activité. A notre avis, seul GrDF et peut être quelques ELD de tailles conséquentes peuvent répondre à ces critères.

Question 3 :

Etes-vous favorable à une plus forte homogénéisation des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ? Que pensez-vous des orientations envisagées par la CRE en matière d'homogénéisation des catalogues de prestations ?

Notre ELD comprend le souhait de la CRE d'uniformiser le contenu des prestations réalisées par les GRD. Sous réserve des contraintes d'exploitation décrites ci-dessus, mais tenant compte également des spécificités de matériel, de fonctionnement ou de politique de service clientèle, il nous semble possible d'harmoniser une bonne partie des prestations.

Toutefois, nous attirons l'attention de la CRE sur les difficultés que rencontrent les petites ELD pour adapter leurs outils de travail, leurs procédures et autres appropriations de ces évolutions par le personnel, ajoutés aux coûts particulièrement lourds générés par les adaptations des Systèmes d'informations, des sites Internet et autres procédures administratives et techniques que provoque toute action impactant nos métiers.

Vue la très grande diversité des coûts de fonctionnement des GRD de taille, de structure juridique et de territoire différents, il nous semble impossible d'uniformiser des coûts des prestations comme évoqué plus haut.

Question 4 :

Que pensez-vous du périmètre des prestations essentielles considérées ? Est-il exhaustif ? Si non, quelles sont selon vous les prestations essentielles au bon fonctionnement du marché ?

Notre ELD considère que les mises en service et hors service, les interventions pour impayés, les relèves spéciales, les changements de fournisseurs constituent l'essentiel des prestations ponctuant le marché.

Toutefois, la mise en place de compteurs communicants et notamment des systèmes de communication associés généreront assurément des interventions de mise en place, de dépannage, de maintenance dont les prestations ne pourront pas forcément s'intégrer dans des tournées programmées optimisées. De plus, le personnel qualifié pour ce type de compétence (électronique, courants faibles, téléphonie, etc.) n'est assurément pas le même que celui actuellement en charge des interventions standards (plombier). Il faut donc s'attendre à une nouvelle augmentation des coûts de fonctionnement liés aux nouvelles technologies portées par des personnels différents.

Question 5 :

Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des prix des prestations essentielles, hors prestations de coupure pour impayés et résiliation à l'initiative du fournisseur.

Comme déjà largement expliqué plus haut, notre ELD n'est pas du tout favorable à une homogénéisation des prix des prestations essentielles, sauf à ce que les coûts de revient des ELD les plus défavorisées pour celles-ci servent de référence.

Pour rappel et complément d'information, nous précisons que les petites ELD sont particulièrement défavorisées dans la rentabilité de leur fonctionnement en raison :

- De tarifs d'achat de matériels supérieur de 15 à 50 % par rapport aux mêmes articles achetés par GRDF essentiellement en raison des faibles volumes achetés chaque année par nos entreprises (compteurs, détendeurs, coffrets, conduites, outillage, etc).
- Le faible volume de clients répartis sur un vaste territoire ne permet pas d'optimiser les tournées d'interventions dans des délais d'intervention standards et conformes aux cahiers des charges de concessions.
- Les vastes territoires desservis en zone rurale augmentent les temps de route et donc les temps d'interventions. De plus, les trajets s'en trouvent plus coûteux par rapport à la moyenne nationale. Dans notre cas, il n'est pas rare de devoir procéder à une seule intervention par jour pour répondre à une demande d'un client ou d'un fournisseur et parcourir jusqu'à 300 km AR pour relever un compteur ou couper pour impayé...

Question 6 :

Etes-vous favorable à l'orientation envisagée par la CRE concernant l'alignement du prix de la prestation de coupure pour impayés en gaz sur celui de la prestation en électricité et le maintien de la gratuité de la prestation de résiliation à l'initiative du fournisseur.

Concernant le maintien de la gratuité de la prestation de résiliation à l'initiative du fournisseur, nous précisons que cette action représente d'abord un acte administratif (réception et enregistrement de la demande, mise à jour du compte client, accusé réception) qui peut contraindre fortement notre organisation pour respecter les délais prescrits alors que le nombre de salariés de notre ELD, spécialisé pour ce genre d'opération, n'assure déjà pas forcément un service tous les jours d'une même semaine. Ainsi, avoir recours aux heures supplémentaires reste fort probable, avec les conséquences économiques en découlant.

Cette action nécessite également un acte technique pour la mise hors gaz de l'installation, conformément à nos procédures sécuritaires d'entreprise. Aussi, comme évoqué plus haut, notre cout moyen d'intervention pour une mise hors service est d'environ 130 € pour les segments T1, T2 (1h40 de MO trajet compris et 110 km AR en moyenne) et peut représenter individuellement jusqu'à 350 €.

Notre situation concernant l'électricité est toute autre. Notre territoire est réduit à une seule commune (de 20 km X 7 km), sur laquelle est installé notre siège social et l'essentiel de nos moyens. Le cout moyen de mise hors service d'une installation d'électricité des segments S1, S2 est de l'ordre de 45 €.

Ainsi, nous ne sommes pas favorable à l'alignement du prix de la prestation de coupure gaz avec l'électricité car les conditions d'intervention n'ont aucun point commun et n'aurait aucune justification économique dans notre cas de figure.

Question 7 :

Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des autres prestations des GRD de gaz naturel, à l'exception des prestations spécifiques des GRD ?

Notre ELD est favorable à l'établissement :

- d'une description commune à tous les GRD pour chacune des prestations communes, sous réserve des remarques déjà formulées dans les réponses précédentes.
- D'une tarification spécifique à chaque GRD, tout au moins pour ce qui concerne notre ELD.

Question 8 :

Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des formules d'indexation et des dates d'évolution annuelles des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?

Notre ELD est favorable à l'homogénéisation des formules d'indexation et de dates d'évolution annuelle des catalogues de prestations des GRD avec la possibilité pour ces derniers de choisir entre :

- Les formules d'indexation du catalogue de GRDF, soit au 1^{er} juillet de chaque année à partir de 2013.

Question 9 :

Que pensez-vous du traitement envisagé par la CRE concernant les catalogues de prestations des nouvelles concessions de gaz naturel ?

Comme indiqué plus haut, l'attribution d'une ou plusieurs concessions nouvelles à un GRD ne s'oppose pas à une harmonisation des contenus techniques des prestations.

Concernant les tarifs de ces prestations, s'il est aujourd'hui acté que les tarifs ATRD de chaque DSP peuvent être différents, cette même pratique ne nous semble pas pertinente pour les catalogues de prestations. En effet, attribuer une DSP nouvelle à un GRD peut générer des coûts intrinsèques différents des concessions « historiques ».

Toutefois, nous sommes plutôt favorable à une modification du prix moyen des prestations sur l'ensemble des DSP, à la hausse comme à la baisse, en fonction de la situation géographique de ces CNG par rapport aux territoires déjà desservis, en raison des arguments suivants :

- l'usage de différents barèmes par notre personnel générerait à coup sûr des confusions et complexifierait l'administration et le fonctionnement
- la difficulté de mise à jour de ces barèmes sur nos différents supports de communication, et nos SI générerait des coûts supplémentaires à notre fonctionnement.
- le risque d'une lisibilité complexe, tant pour les fournisseurs que pour la clientèle semble évident.

Ainsi, nous ne sommes pas favorables à un tarif spécifique par DSP et nous pensons que chaque nouvelle DSP devrait faire l'objet d'un nouveau dépôt de barème harmonisé pour l'ensemble des communes desservies par un même GRD et qui tient compte des coûts spécifiques comparés aux coûts moyens.

Question 10 :

Etes-vous favorables à la démarche progressive de mise en œuvre proposée par la CRE concernant les évolutions envisagées des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel.

Notre ELD est favorable à une évolution progressive des différents catalogues des GRD sur le contenu technique. Concernant les tarifs, de nombreux arguments ont été développés pour démontrer nous semble-t-il l'inadaptation d'une évolution qui tendrait à disposer de tarifs identiques pour tous les GRD, partout en France, quel que soit la situation respective des GRD.

Question 11 :

Etes-vous favorables à la création d'une prestation de relève à pied pour les clients T3MM ?

Nous précisons que le cycle de relève dans notre ELD est mensuel pour tous les clients T3 et T4 et trimestriel pour les clients T1 et T2. Tous nos relevés de compteurs se font à pieds en raison de l'obligation que nous fixe le cahier des charges de concession, d'une part, de vérifier le bon fonctionnement des comptages et autres opérations de sécurité sur comptage, au moins une fois par an, mais aussi, d'autre part, en raison de l'impossibilité de faire fonctionner à des coûts raisonnables une télérelève dans certaines zones difficiles.

Aussi, nous considérons que ce type de décision doit rester à la discrétion des GRD en fonction de leurs contraintes d'exploitation ou de déploiement des solutions de télérelève et systèmes d'informations.

Question 12 :

Etes-vous favorables aux orientations envisagées par le CRE concernant la prestation de GrDF de rétablissement en urgence ?

Pour notre ELD, cette prestation doit rester à la discrétion des GRD. Nous considérons que les contraintes liées à la sécurité des interventions, au respect de la réglementation, aux situations spécifiques des usagers (familiales, précarité, jour de semaine, etc) peut justifier des interventions d'urgence et l'adaptation des procédures.

Question 13 :

Etes-vous favorables à l'introduction dans le catalogue des prestations de GrDF d'une classification distinguant les prestations réalisées exclusivement par GrDF et celles pouvant être réalisées par GrDF et par d'autres prestataires ? que pensez-vous du classement des prestations proposées par GrDF ?

Pour notre ELD, la possibilité d'ouvrir ou non la réalisation de certaines prestations à d'autres prestataires que celui choisi par l'autorité concédante pour réaliser les missions faisant partie de sa compétence ne nous paraît pas respecter le contrat initial. Toutefois, dans le respect de la saine relation entre les différentes parties desdits contrats, il appartient aux autorités de statuer sur la légitimité de ces pratiques. Nous considérons donc que ce genre de pratique doit rester à la discrétion des GRD.

AUTRES QUESTIONS**Question 14 :**

Avez-vous toute autre remarque sur les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?

Nous souhaitons attirer l'attention de la CRE sur très probables modifications des catalogues de prestations concernant l'évolution des compteurs communicants à déployer, ainsi que les coûts de matériel et de déploiement assurément très différents entre les plus gros GRD en France et les plus petits auxquels nous appartenons. L'expérience nous montre tous les jours que malgré les effets d'annonce des fabricants de matériel concernant une uniformisation des tarifs pour une branche professionnelle, nous constatons que ces derniers sont en fait définis par ces fabricants ou distributeurs, par entreprise en fonction des volumes annuels achetés.